

échanger
comprendre
progresser

Rapport d'activité 2015



agridea

ENTWICKLUNG DER LANDWIRTSCHAFT UND DES LÄNDLICHEN RAUMS
DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE L'ESPACE RURAL
SVILUPPO DELL'AGRICOLTURA E DELLE AREE RURALI
DEVELOPING AGRICULTURE AND RURAL AREAS

*Président Lorenz Koller, directrice suppléante Sylvie Aubert Brühlmann
et directeur Ulrich Ryser (g. à d.)*



Préface

Chères lectrices et chers lecteurs,

Pour AGRIDEA, 2015 a été une année animée. De nombreux résultats satisfaisants ont été obtenus grâce à la collaboration avec des partenaires et des clients engagés. Le financement des activités et la rentabilité de la centrale de vulgarisation ont causés des soucis.

Engagée pour l'agriculture et l'espace rural

Dans le cadre de la thématique de la gestion d'entreprise, AGRIDEA a collaboré au projet de l'OFAG « Simplification administrative » en animant des tables rondes avec des agricultrices et des agriculteurs. Elle a apporté une contribution concrète en lançant le projet Barto qui met à la disposition des familles paysannes une plateforme centrale d'enregistrements, dont l'avantage est une saisie unique des données intéressant plusieurs domaines.

Dans le domaine de l'entreprise et de la famille, les notions économiques ont été adaptées au nouveau droit comptable et les bases d'application révisées. Les bases de calcul pour la gestion/planification ont été harmonisées et leur conception revue. Pour la mise en œuvre de la politique agricole, des outils de calcul ont été mis au point, comme le calculateur UMOS (Unités de main-d'œuvre standard).

En production agricole, les mesures en lien avec « l'intensification écologique » ont, à nouveau, été thématiques. Il en va de même des conséquences, parfois problématiques, de l'usage des antibiotiques, des produits phytosanitaires ou encore des effets sur le climat. AGRIDEA s'est aussi engagée activement pour l'augmentation de l'efficacité en production, notamment en lançant la campagne « Production laitière prospère », conjointement avec différents partenaires. Dans le domaine des cultures fourragères, une nouvelle stratégie d'optimisation de la production a été élaborée avec l'ADCF. Le classeur de fiches techniques, en italien, sur les cultures fourragères a été notablement étoffé. Dans le cadre de la « stratégie protéines », la recherche de nouvelles solutions d'approvisionnement en protéines a été prépondérante. L'aide à l'agriculture biologique a été renforcée en Suisse romande par la mise en place, en collaboration avec Bio Suisse et le FiBL, d'un centre de compétences à Lausanne. Un projet de lutte contre le souchet comestible a été élaboré avec des partenaires, les néophytes envahissantes constituant sans cesse de nouveaux défis pour la production. En ce qui concerne le mandat de coordination pour la protection des troupeaux, AGRIDEA a procédé à une planification des alpages, en plus de ses travaux ordinaires, et a étudié l'utilisation de lamas dans la protection des troupeaux.

Le fonctionnement du marché laitier et la manière de mener à bien des négociations de prix ont été des thèmes abordés lors de plusieurs manifestations d'AGRIDEA. Le projet européen

Rethink avait pour sujets d'étude la résilience des filières et les caractéristiques de canaux de vente solides. Diverses activités avaient trait à la vente régionale, par exemple la promotion des produits régionaux dans la restauration collective. Dans le canton de Fribourg, le projet Filagro a analysé la répartition de la création de valeur entre les différentes filières et a proposé des mesures ayant pour but d'accroître la part des exploitations agricoles. Dans la région de Genève, ce sont les abattoirs qui ont fait l'objet d'une évaluation. On a pu montrer qu'ils présentent une typologie traditionnelle et qu'il existe un intérêt certain à la rénovation d'entreprises à faible potentiel pour la vente directe.

Réorganisation interne pratiquement achevée

La dernière étape de la réorganisation interne a été l'élaboration d'un nouveau système de rémunération salariale. Comme en 2014, AGRIDEA a bouclé l'exercice sur un important déficit en 2015. C'est la raison pour laquelle des mesures drastiques ont dû être prises au cours du second semestre 2015 notamment une réduction des effectifs du personnel en renonçant à repourvoir certains postes et en procédant à cinq licenciements. Les organes d'AGRIDEA mettent tout en œuvre pour stabiliser durablement la situation financière.

Perspectives 2016

AGRIDEA continuera à soutenir énergiquement ses partenaires en 2016 en leur proposant des produits et des prestations éprouvés ou nouveaux. Les mesures d'économie de la Confédération touchent cependant à nouveau AGRIDEA : la contribution financière sera réduite de 130 000 francs environ. Pour la première fois, AGRIDEA va se soumettre à une évaluation par des pairs. Des experts internationaux vont procéder à une analyse complète de la centrale de vulgarisation à l'automne 2016 et rédiger un rapport qui sera transmis à l'OFAG. Il servira de base au prochain contrat d'aide financière 2018 – 2021. AGRIDEA s'appuiera sur les résultats et les recommandations de ce rapport d'évaluation pour développer et améliorer ses prestations.

Nous vous souhaitons une agréable lecture de ce rapport d'activité 2015 !

*Lorenz Koller, président
Ulrich Ryser, directeur
Sylvie Aubert Brühlmann, directrice suppléante*

Conférence IALB 2015 – Efficience dans le secteur agricole

Lorsque des experts examinent les processus de production ou de service, il est souvent question d'efficience insuffisante. C'est aussi le cas dans l'agriculture et le secteur agroalimentaire. En tant qu'organisatrice du séminaire IALB 2015, AGRIDEA a saisi l'opportunité d'aborder la question de l'efficience sous plusieurs points de vue et de la thématiser à l'échelle européenne.

L'Académie internationale des conseillères et conseillers en agriculture et économie familiale (IALB – Internationale Akademie land- und hauswirtschaftlicher Beraterinnen und Berater) regroupe des conseillères et conseillers d'Europe orientale et occidentale. La promotion de la vulgarisation et de la formation est au centre de sa mission. Le directeur d'AGRIDEA, Ulrich Ryser, en est le président depuis juin 2015.

La rencontre annuelle 2015 a été organisée par AGRIDEA à Soleure. Durant cinq jours, environ 280 participant-e-s issu-e-s de 19 pays ont assisté à des exposés en plénum, forum, ateliers et excursions sur le thème « Efficience dans l'agriculture et le secteur agroalimentaire – Réalités et mythes dans l'exploitation et la vulgarisation ». Les questions suivantes se sont trouvées au premier plan:

- Les enseignements en matière d'augmentation de l'efficience issus des secteurs de l'industrie et des services conviennent-ils aux activités agricoles et d'économie familiale et, de manière générale, aux exploitations dans l'espace rural? Quels rôles jouent les conditions naturelles, les cycles annuels et la famille?
- Qu'en est-il de l'efficience dans nos propres domaines, les services de vulgarisation agricole et les écoles d'agriculture? Peut-on également ici faire davantage avec moins?

Déclarations issues des conférences

Comme le montrent les différentes déclarations des intervenant-e-s, l'efficience telle qu'elle est comprise dans les secteurs de l'industrie et des services n'est pas la solution à tous les défis rencontrés par l'agriculture et le secteur agroalimentaire. La vulgarisation est bien plus importante pour trouver des solutions individuelles.

Bernard Lehmann, directeur de l'OFAG:

Les conflits d'objectifs causés par les différentes attentes de la population suisse vis-à-vis de l'agriculture ne peuvent être atténués que par une meilleure efficience dans la production et sur les exploitations. Ceci a déjà partiellement été réalisé. Par exemple par une efficience accrue de la teneur en nutriments ou de la productivité du travail, rendue possible par une meilleure gestion de l'entreprise, le progrès technique et le conseil agricole. Ce dernier permet de transmettre à la pratique l'état actuel de la recherche et d'offrir une précieuse vision de l'extérieur.

Christine Ax, Senior Researcher, SERI, Vienne:

L'efficience telle qu'elle est vécue aujourd'hui dans l'économie et la société n'est plus efficace, mais contribue plutôt à notre appauvrissement. L'idée, parfaitement sensée, de gérer les ressources de manière économe se mue en un processus destructeur: lorsque les objectifs de l'efficience sont détournés, lorsque les conditions-cadres sont défavorables, lorsque les chiffres-clés de l'efficience ne servent plus la « bonne finalité ». Des corrections sont aujourd'hui nécessaires car de plus en plus de monde est en désaccord avec l'évolution du système, qui n'est plus utile qu'à un petit nombre et qui conduit de plus en plus efficacement dans une mauvaise direction.

Martin Keller, CEO fenaco:

Dans les entreprises agricoles et agroalimentaires, l'accroissement de l'efficience reste prioritaire, ce qui ne doit pas péjorer la qualité et la sécurité des produits alimentaires suisses – mot-clé Swissness. Nous nous heurtons ici – notamment en raison des prix élevés des produits – aux limites de l'accroissement de l'efficience et reconnaissons la signification croissante du dialogue. D'une part avec les agricultrices et les agriculteurs, pour les accompagner, d'autre part avec les consommatrices et les consommateurs, afin de les convaincre des plus-values des produits alimentaires suisses.

Suzanne Otten, LMS Agrarberatung GmbH, Rostock; Markus Höltschi, BBZN Hohenrain:

Les exigences vis-à-vis des méthodes de vulgarisation actuelles sont très élevées. Face à des problèmes complexes, l'agriculteur-trice n'a que peu besoins de spécialistes thématiques, mais plutôt d'un-e interlocuteur-trice généraliste. Une personne en qui il est possible d'avoir confiance et qui apporte son soutien lors de l'analyse de la situation. Ici s'applique le conseil en processus: le-la conseiller-ère ne fournit pas de propositions de solutions directes, mais accompagne les client-e-s dans le processus et stimule la recherche de ses propres solutions.

Hans Hofer, Inforama Rütli; Urs Ryf, président de l'association des maîtres agriculteurs du canton de Berne:

Un apprentissage orienté vers l'action est une forme d'apprentissage efficace et utile pour faire face aux nouveaux défis dans la formation professionnelle. Le succès de l'apprentissage signifie disposer de compétences, c'est-à-dire « pouvoir plutôt que seulement savoir ». Le rôle des personnes qui dispensent des cours évolue de l'« enseignant » en direction du « modérateur ». Pour que le savoir-faire enseigné corresponde au travail effectué dans la pratique, une collaboration étroite entre l'entreprise formatrice et l'école est nécessaire.

Johanna Schoop, Environnement, Paysage et Hans Schüpbach, Formation, Vulgarisation





GeoACORDA – un service pour la saisie des données géo-référencées

Selon les entreprises spécialisées dans le domaine de la géomatique, 80 % de l'information posséderait actuellement une composante géographique ou spatiale. La Confédération exige que, dès le 1^{er} juin 2017, chaque parcelle soit géo-référencée. Un tel défi ne peut être relevé qu'avec l'appui de l'ensemble des acteurs du monde agricole.

Inventorier, stocker, analyser et manipuler ces données permet d'obtenir des informations sur les sols, l'agriculture, la faune, la flore, etc. Elles peuvent alors servir de référence pour se positionner, mais aussi pour créer d'autres données ou les croiser avec d'autres informations. Les systèmes d'informations géographiques (SIG) sont les seuls outils informatiques qui soient capables de gérer à la fois une information à caractère géographique telle que situer une parcelle et une information textuelle ou numérique comme, par exemple, les interventions effectuées sur une parcelle.

Le traitement de l'information géographique, une science et un métier à part entière

AGRIDEA a été mandatée pour intégrer des services de saisie de données géo-référencées au sein d'applications existantes et qui recensent déjà un ensemble d'informations textuelles ou numériques. Pour AGRIDEA, il s'agit ici, en effet, d'étendre l'offre de prestations offerte aux cantons de Genève, Jura, Neuchâtel et Vaud dans le cadre du mandat ACORDA (Administration Coordonnées Romande des Données Agricoles).

En collaboration avec les différents services de l'agriculture, ainsi qu'avec les services du territoire des cantons concernés, plusieurs solutions ont été étudiées lors de l'établissement du cahier des charges. Sur cette base, une collaboration a été conclue avec la société Camptocamp, car cette dernière dispose à la fois du savoir-faire géospatial, des composantes informatiques nécessaires, ainsi que de toute l'infrastructure technique dédiée.

Une solution commune pour se conformer aux exigences

Selon les exigences liées à l'introduction de PA 14-17, toutes les parcelles devront être géo-référencées. La livraison des données à la Confédération doit intervenir au plus tard au 1^{er} juin 2017 (Art. 113 de l'Ordonnance sur les paiements directs – OPD – RS 910.13).

Pour l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG), le SIG sert à enregistrer, traiter, analyser, évaluer et représenter des données agricoles liées à l'espace rural. Un tel système identifie les limites de zones agricoles et en facilite la mise à jour. Il permet également de traiter de nombreuses autres questions liées à l'espace rural, tant dans le cadre de la mise en œuvre que du développement de la politique agricole.

Afin de répondre à cette nouvelle exigence légale, la Confédération avait initialement prévu de mettre à disposition de l'en-

semble des cantons un outil commun, GADES. Ce projet a toutefois été abandonné. Cette situation a poussé les cantons partenaires ACORDA à évaluer, par le biais d'une étude de faisabilité, les possibilités d'intégrer cette nouvelle exigence au mandat actuel. L'objectif avoué est de développer et utiliser une solution commune, afin de bénéficier des mêmes synergies déjà observées avec l'application actuelle, voire de les renforcer.

Les principaux enjeux

Les différents services concernés par les paiements directs et les données agricoles devront s'assurer que toutes les parcelles décrites dans l'application ACORDA aient bien été géo-référencées. Ces informations seront contrôlées, corrigées si besoin et validées avant leur envoi à l'OFAG par le biais des contributions. La qualité des données saisies est donc primordiale.

Un exploitant devra, en plus du recensement numérique de ses parcelles qu'il effectue déjà, saisir le polygone de chaque parcelle. Ce travail fastidieux ne devra être effectué qu'une seule fois car, par la suite, seuls les changements feront l'objet d'une saisie. La saisie d'informations géographiques passe par l'utilisation d'un fond de carte servant de référentiel. Sur cette base, l'utilisateur peut saisir des polygones graphiquement. Les collaborateurs des services de l'agriculture resteront à la disposition des exploitants et des contrôleurs pour les soutenir lors de l'enregistrement de ces informations. Afin de faciliter la saisie, des outils, comme par exemple le snapping (objets magnétiques), sont disponibles. Ils permettent, en particulier, de dessiner les points d'un polygone en s'appuyant sur d'autres polygones existants (parcelle voisine, cadastre, limite communale).

En conclusion, la mise à disposition, mais aussi l'utilisation d'un système de saisie de données géo-référencées constituent un défi majeur pour tous les acteurs du monde agricole. Grâce à son expertise, AGRIDEA en facilite la réalisation.

Frédéric Monnier, Technologies de l'information

L'économie familiale – le maillon central entre la famille et l'entreprise

Afin d'assurer une gestion optimale de l'entreprise familiale, il faut que l'interaction entre l'entreprise et la famille fonctionne. C'est là que l'économie familiale joue un rôle d'importance. Non seulement elle répond aux besoins des personnes sur le domaine, mais encore elle met à disposition de l'entreprise et de son développement des ressources et des savoirs.

C'est sur ce constat que le domaine thématique « Economie familiale » a été repensé et de nouvelles priorités définies par AGRIDEA, notamment :

- Données économiques et relatives au travail, bases de calcul et de planification pour le ménage agricole
- Autoapprovisionnement/transformation des produits
- Réalisation de formations continues pour les multiplicatrices et multiplicateurs
- Développement de synergies entre l'économie familiale agricole et des réseaux spécialisés dans l'intendance et la gestion multiservices (facility management).

En raison des ressources limitées pour le domaine thématique « Economie familiale », la collaboration avec les domaines « Diversification » et « Pilotage de l'entreprise familiale » a été intensifiée. Les données ne seront plus mises à jour annuellement, mais tous les deux ans. En contrepartie, un nombre croissant de documents seront traduits en français.

Priorité 1 : Le classeur « Goûts et saveurs à composer soi-même, guide de l'autoapprovisionnement »

En octobre, la troisième édition du guide « Goûts et saveurs à composer soi-même » a été mise sur le marché. Ce document complet et pratique rencontre un vif succès. Rien d'étonnant à cela : autant à la campagne qu'en ville, le « fait maison » est tendance. La prise de conscience du gaspillage alimentaire dans notre société pousse un nombre croissant de femmes et d'hommes à se réapproprier les savoirs de base de l'économie familiale. La demande pour des aliments sains, de saison, de la région ou de son propre jardin, est claire et renforce l'intérêt pour des aliments indigènes transformés respectueusement. AGRIDEA soutient cette tendance avec le classeur « Goûts et saveurs » qui est le résultat de la collaboration entre les conseillères en économie familiale, en tant qu'auteurs, et AGRIDEA pour la coordination et l'édition. Le classeur est utilisé dans les écoles d'agriculture pour le module de mise en valeur des produits. La nouvelle édition a été profondément revue et comprend un nouveau chapitre « Délices de la nature, transformation de fruits sauvages et châtaignes ».

Priorité 2 : Secrétariat général de l'IFHE section suisse

IFHE est l'acronyme de « International Federation of Home Economics ». Depuis 2010, la gestion de la section suisse de l'IFHE est basée chez AGRIDEA. En plus de sa fonction de secrétaire général, AGRIDEA a un siège au comité. L'IFHE est le seul espace international d'échanges dans le domaine de l'écono-

mie familiale qui englobe une large palette de thématiques, telles que l'alimentation, la santé, la consommation, la formation et l'économie. L'IFHE, reconnue comme une ONG d'importance, a une fonction de conseil au sein de plusieurs organisations des Nations-Unies. En effet, plus de 50 nations de tous les continents sont membres de l'IFHE. Les membres de la section suisse sont des professionnels dans des domaines liés à l'économie familiale.

Le secrétariat de l'IFHE section suisse a permis d'intensifier les contacts et le réseautage avec d'autres organisations actives en économie familiale. Les échanges d'informations sont toujours plus fréquents et des synergies sont développées. Actuellement, par exemple, la planification, l'organisation et la réalisation de la conférence « Zukunft heute leben, Haushaltsproduktion und Konsum nachhaltig gestalten » (Vivre le futur aujourd'hui, organiser de manière durable la consommation et la production ménagère) prévue au printemps 2016 à Bonn est le fruit de la collaboration entre les sections allemandes, autrichiennes et suisses de l'IFHE.

Priorité 3 : L'exploitation agricole familiale

Il est de plus en plus fréquent que les couples partagent la responsabilité de l'entreprise et discutent ensemble de la planification des travaux sur l'exploitation et dans le ménage, afin d'avoir une plus grande flexibilité et une meilleure qualité de vie. Une tâche essentielle est de mettre à disposition des conseillères et conseillers, mais aussi des familles paysannes, des outils de planification et de gestion qui prennent en compte le système « entreprise familiale » dans sa globalité. Dans cet ordre d'idée, l'intégration du ménage agricole dans le budget de travail de l'entreprise fait l'objet d'une étude, avec Agroscope, par le groupe de recherche « Travail, bâtiments et évaluation des systèmes ». La planification et l'analyse des travaux liés à toutes les activités sur une exploitation familiale, y compris celles du ménage, pourraient à l'avenir être prises en compte de manière globale.

Esther Thalmann, Exploitation, Famille, Diversification





Politique agricole

Facteurs UMOS

– Elaboration de nouveaux outils

En amont à la mise en consultation du train d'ordonnances de l'automne 2015, AGRIDEA a fourni une précieuse contribution sur le thème de « l'évaluation et l'ajustement du système des unités de main-d'œuvre standard (UMOS) ». Le groupe « Exploitation, Famille, Diversification » a élaboré, dans un temps limité et en collaboration avec l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG), une fiche informative et un outil de calcul Excel. Dès l'ouverture de la consultation, fin avril, ces deux outils étaient disponibles sur la plateforme www.focus-ap-pa.ch.

La fiche et le calculateur UMOS ont constitué un soutien idéal aux discussions sur les thèmes des UMOS durant la consultation. La fiche informative présentait, de manière synthétique, les différents changements et des exemples de calcul. Le calculateur permettait aux utilisateurs d'évaluer les futurs facteurs UMOS d'une exploitation et de les comparer aux valeurs existantes.

Ces deux outils ont été présentés en mai à un large public lors des deux journées de cours AGRIDEA « Point-chaud UMOS » à Grangeneuve et à Zollikofen.

Des outils largement discutés

Des exposés et des ateliers sur ce thème ont été organisés lors des journées d'information « Economie animale » en octobre, lors du cours de formation continue « Constructions rurales » en novembre et lors des deux journées « Actualité politique agricole » en décembre. De plus, AGRIDEA a répondu à de nombreuses demandes écrites ou téléphoniques et transmis à l'OFAG les principales questions nécessitant des clarifications.

Les questions-clés et leurs réponses ont été mises en ligne sur la plateforme www.focus-ap-pa.ch sous la rubrique FAQ. Ces questions ont, par ailleurs, aidé AGRIDEA à attirer, dans sa prise de position, l'attention sur les points importants et les besoins d'éclaircissements.

Gregor Albisser, Exploitation, Famille, Diversification

Constructions rurales et énergie – des défis variés

En sa qualité de membre fondateur d'AgroCleanTech – la plateforme pour l'énergie et le climat de l'agriculture suisse – et en tant que responsable du mandat de gestion de l'Association suisse pour la construction agricole ALB-CH, AGRIDEA met en réseau la recherche, la vulgarisation, le marché et l'agriculture dans les domaines « Constructions rurales et énergie ». Ces activités permettent à AGRIDEA de soutenir de manière ciblée et durable l'intégralité des acteurs dans l'accompagnement des familles paysannes et la mise en œuvre de projets.

Information et réseautage

Un flux d'informations optimal, un développement et un transfert de connaissances, ainsi que des solutions efficaces aux problèmes soulevés, sont mises à disposition des acteurs. Les points forts de ces actions consistent à maintenir et entretenir les contacts au niveau national et international, à soutenir l'initialisation et la réalisation de projets, de manifestations, ainsi qu'à réaliser et diffuser des outils d'aide à la décision.

L'importance de ce réseau se reflète dans l'offre annuelle des cours de formation continue dans les domaines de l'énergie et de la construction rurale. Dans les deux cas, les représentants de toute la branche se réunissent. Pour renforcer ce réseau de compétences, AGRIDEA prévoit la création d'une plateforme en Suisse alémanique pour les conseillers en construction, selon le modèle du « Groupe intercantonal construction » déjà actif en Suisse romande.

Efficacité énergétique sur l'exploitation agricole

L'agriculture joue un rôle central dans la stratégie énergétique 2050 de la Confédération. En parallèle à la production d'énergies renouvelables, cette stratégie aborde également les mesures d'efficacité énergétique. Actuellement, plusieurs projets ont déjà été initiés pour l'agriculture. Le développement de systèmes de récupération de chaleur pour la ventilation en combinaison avec des matériaux isolants dans les bâtiments d'élevage chauffés et fermés représentent un potentiel élevé d'économie d'énergie. Les programmes de soutien pour la récupération de chaleur sur les tanks à lait et pour la pose de régulateurs de fréquences sur les pompes à vide des salles de traite contribuent également à réduire la consommation d'énergie. En initiant, en participant et en soutenant ces projets tout en transférant ces informations aux multiplicateurs à travers plusieurs canaux, AGRIDEA contribue à l'atteinte des objectifs énergétiques qui concernent l'agriculture.

Christian Guler, Exploitation, Famille, Diversification

Bio et PER – au-delà des frontières

Ne dit-on pas que les voyages forment la jeunesse ? Et que dire de personnes déjà expérimentées mais curieuses et prêtes à s'interroger sur ses itinéraires techniques ? AGRIDEA, en proposant à des professionnels issus de divers horizons du monde agricole de s'interroger sur leurs pratiques culturelles lors d'un voyage d'étude à travers la France, a tapé dans le mille. En effet, pas moins d'une quarantaine de personnes, romandes et alémaniques, a répondu favorablement à l'invitation.

Qu'ils-elles soient agriculteur-trice-s, adeptes dans leur quotidien du bio ou de la PI, collaborateur-trice-s au sein d'administrations fédérales ou cantonales ou encore membres de l'organisation SWISS NO TILL, ils-elles se sont montrés prêt-e-s à confronter leurs pratiques et leur vision dans une même volonté de comprendre et de s'approprier des techniques ou des démarches, parfois audacieuses, en agriculture de conservation. Ce mode de production, rappelons-le, préconise la suppression de la charrue afin d'adopter le non labour, de pratiquer des rotations adéquates et de mettre en place le plus possible de couverts végétaux entre les cultures principales.

Visites de cultures

Voir, sentir, toucher, mais aussi échanger, discuter et interroger pour mieux apprécier des méthodes de production innovantes, parfois même déroutantes, mais également pour comprendre la démarche du producteur, son cheminement, ses réussites tout autant que ses échecs, voilà ce que recherchent les participants lors de visites d'exploitations.

Celles-ci s'enchaînent, s'emboîtant comme les pièces d'un puzzle. Pourtant, aucune règle à caractère dogmatique ne semble s'imposer, seulement quelques principes de base lesquels, comme un fil rouge, guident les participants à travers leur périple :

- La diminution des coûts spécifiques est un élément important : les producteurs non seulement travaillent sur de grandes surfaces en non labour, mais ils limitent également, et ceci à des degrés variables, le recours aux intrants. Si, en conventionnel, certains praticiens réduisent l'utilisation des produits phytosanitaires, un producteur bio, jusqu'au boutiste, peut même renoncer à l'achat de fertilisants, de semences.
- Les applications phytosanitaires à bas volume sont abondamment pratiquées en conventionnel.
- Côté rotation, l'alternance d'une à deux cultures de printemps suivie d'une à deux cultures d'hiver est pratiquée. Il en va de même de l'alternance entre céréales, légumineuses et oléagineux ceci, notamment, pour limiter la pression des adventices. Ces deux principes exceptés, le producteur dispose de beaucoup de liberté pour s'adapter aux conditions pédoclimatiques et du marché.
- La pratique généralisée des couverts végétaux est de mise pour favoriser la fertilité du sol en permettant l'enrichissement

en azote, la mise à disposition pour la culture des autres éléments minéraux, la stimulation de l'activité biologique, l'amélioration de la structure du sol, la limitation des pertes (azote et érosion) et le contrôle des adventices.

- Parmi les associations de cultures, le semis de plantes gélives et de colza, par exemple, permet de retrouver la culture propre en sortie d'hiver et à la moisson, souvent sans utiliser d'herbicides.
- La mécanisation n'est pas un but en soi, mais demeure tout de même une des clefs de la réussite : les semoirs et herse font souvent l'objet de modifications.
- La réintroduction d'animaux sur des exploitations qui n'avaient plus de bétail est observée à plusieurs endroits. Le pacage tournant pendant une courte durée par des moutons en cultures de colza associés permet, par piétinement, de lutter contre les rongeurs tout en fertilisant la culture.

Une belle expérience

Sans conteste, ce voyage constitue, pour les participants, un moment fort de l'année 2015. Observer ces nouveaux systèmes culturels, souvent construits par les praticiens eux-mêmes, parfois sur des terres peu fertiles et avec des moyens limités, a été un réel enrichissement pour chacun. Malgré une situation initiale peu favorable, ou plutôt à cause de celle-ci, ces innovations ont vu le jour et ont permis à plusieurs exploitations agricoles de perdurer. Depuis ce grand pays européen, les participants ont pu confronter ces nouveaux itinéraires culturels à leurs pratiques en Suisse. Ils ont pu rapporter, dans de multiples endroits d'Helvétie, de nouvelles méthodes et idées et pu identifier des voies sans issues à ne pas emprunter.

Enfin, en organisant de tels événements, AGRIDEA stimule un rapprochement entre les différents groupes d'agronomes et favorise un décloisonnement des horizons. Dans un contexte de production toujours plus tendu, de nouvelles opportunités peuvent, toutefois, apparaître. Être curieux et ouvert, mais aussi travailler ensemble s'avère plus que jamais indispensable.

Josy Tamarcaz et Jacques Dugon, Production végétale





Profi-Lait – Passerelle entre la pratique, la recherche et le conseil

La gérance de Profi-Lait est assurée par AGRIDEA depuis le 1^{er} janvier 2015. Le nouveau gérant est Franz Sutter, soutenu par Pascal Python pour la Suisse romande.

En tant que plateforme nationale d'information et de communication entre les différents acteurs, Profi-Lait se positionne pour une production laitière compétitive en Suisse. Pour y parvenir, l'organisation poursuit différents buts. Elle accompagne le transfert de connaissances de la recherche et du développement vers la pratique. Une autre tâche importante consiste à créer et entretenir le réseau avec les partenaires. Profi-Lait contribue aussi à répertorier les questions ouvertes, en lien avec la pratique, dans le domaine de la production laitière. Elle travaille à impliquer les instituts de recherche dans les projets nouveaux ou existants. Le soutien actif de projets ou de campagnes, et notamment les campagnes de sensibilisation telles que « Production laitière prospère » ou le cinquième « Concours de traite suisse », est un autre de ses domaines d'activités. 2015 aura été pour Profi-Lait une année importante pour d'autres raisons. D'une part, le concept pour les quatre prochaines années a été lancé. D'autre part, le soutien financier des organisations responsables a été renouvelé.

Franz Sutter, Productions animales

Bilan énergétique – climatique

Sur mandat d'AgroCleanTech, AGRIDEA a développé, en collaboration avec Ernst Basler + Partner – l'outil Bilan énergétique et climatique. Disponible sur www.energie-klimacheck.ch, il permet d'analyser sa propre exploitation agricole en 10 à 15 minutes du point de vue des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de la protection du climat.

Dans une première étape, l'utilisateur·trice sélectionne les symboles correspondant aux branches de production présentes sur l'exploitation. Une seconde étape permet d'identifier quelles mesures ont déjà été entreprises et les potentiels d'optimisation. Le choix des mesures disponibles en matière d'énergie et de climat est large. Il s'étend par exemple d'une réduction de la consommation de carburant lors de l'utilisation des tracteurs, jusqu'à l'allongement de la durée de vie des vaches laitières. La dernière étape présente le résultat déterminé individuellement pour sa propre exploitation. Les mesures déjà mises en œuvre et les possibilités d'amélioration de l'exploitation sont représentées graphiquement. Des informations supplémentaires sont disponibles pour chaque mesure, ce qui rend plus explicites les interactions, effets, synergies et coûts.

Bettina Marbot, Environnement, Paysage

Garantir la production en réduisant les impacts des produits phytosanitaires

En Europe, les risques liés à l'utilisation des produits phytosanitaires suscitent de l'inquiétude. La Suisse, à l'instar des pays de l'UE, se dotera bientôt d'un plan d'action phytosanitaire.

Depuis longtemps, AGRIDEA édite des conseils dans ses fiches techniques et met, depuis 1976 avec le groupe intercantonal Grandes Cultures, l'accent sur les bonnes pratiques agronomiques tout en objectivant les informations phytosanitaires. AGRIDEA promeut et accompagne des projets visant à réduire l'utilisation et l'impact de ces produits. L'adaptation aux besoins des producteurs suisses des systèmes de traitements des effluents ou des places de remplissage et de rinçage sont des exemples.

En 2015, lors d'ateliers organisés par AGRIDEA, des agriculteurs, viticulteurs et arboriculteurs ont exprimé leurs avis et proposé des mesures susceptibles de réduire les risques environnementaux et humains. Les attentes de la société évoluent. Nos plateformes, notre documentation et nos projets contribuent à relever ce défi complexe : garantir la production en réduisant les impacts des produits phytosanitaires.

Philippe Droz, Production agricole et Environnement

Un centre de compétences pour le conseil en agriculture biologique à Lausanne

En 2015, le FiBL a renforcé sa présence sur le site de Lausanne et offre désormais 3.5 postes de travail. De son côté, Bio Suisse a inauguré sa nouvelle antenne dans les locaux d'AGRIDEA. Ce rapprochement entre les institutions et les personnes, ainsi que l'augmentation substantielle des forces de travail, vise à promouvoir l'agriculture biologique en Suisse romande. Le marché est, en effet, désireux d'obtenir davantage de produits issus des grandes cultures indigènes, alors que les producteurs romands souhaitent disposer de conseils spécifiques pour leurs structures d'exploitation et conditions climatiques. Ce centre de compétences soutient les cantons romands et les organisations bio cantonales dans leurs actions de développement du bio. Plusieurs projets sont déjà en cours d'élaboration. Pour certaines techniques culturales, les connaissances, les expériences et les compétences de l'agriculture biologique et conventionnelle sont mises en réseau permettant ainsi d'élargir les horizons des uns et des autres. Une convention tripartite fixe les objectifs de cette collaboration renforcée.

Josy Tamarcaz, Production végétale

Quelle place pour l'agriculture en milieu urbain ? – L'exemple du Nord lausannois

Ces prochaines années, le nord de Lausanne devra faire face à une forte augmentation de sa population. Près de 36 000 habitants et/ou emplois sont ainsi attendus ces 20 prochaines années. Le Schéma directeur du Nord lausannois (SDNL) a été créé afin d'assurer la coordination de la planification territoriale des 12 communes concernées.

Après des travaux de planification en matière d'urbanisme et de paysage, les communes, au travers du SDNL, ont souhaité étudier plus précisément les effets potentiels de l'urbanisation sur l'agriculture du périmètre. Pour ce faire, une démarche de planification agricole a été mise en place par AGRIDEA avec l'appui d'un groupe d'experts. Le Groupement des agriculteurs du Nord lausannois et le groupe technique, composé de représentants des communes, ont joué un rôle déterminant tout au long de la démarche. Trois ateliers participatifs, réunissant agriculteur-trice-s du périmètre et représentant-e-s des communes, ont permis l'émergence d'une compréhension commune de la situation actuelle et des enjeux. Ce processus a également fait naître une vision partagée qui peut être résumée ainsi « Vers une agriculture diversifiée, un métier reconnu et un espace agricole partagé ». Des objectifs et des mesures ont alors pu être définis et priorisés.

L'agriculture du périmètre

73 entreprises agricoles se partagent 2500 hectares de surface agricole utile (SAU). Quelques 20 exploitations se consacrent exclusivement aux grandes cultures et exercent généralement une autre activité à l'extérieur de la ferme. Une quarantaine d'exploitations a du bétail bovin, des herbages et des grandes cultures. Une dizaine d'entreprises combinent maraîchage et grandes cultures. Quelques exploitations ont principalement des chevaux et une des ovins. L'altitude limite, sur une part importante du périmètre (Jorat), le développement des cultures spéciales et maraîchères. Abandonner la production laitière pour l'élevage allaitant, voire renoncer au bétail au profit exclusif des grandes cultures, constitue une des tendances observées. La majeure partie de la production est valorisée au travers de filières longues sans différenciation particulière. La politique agricole et les évolutions du marché au niveau national influencent, de manière prépondérante, les stratégies des familles paysannes.

L'impact de l'urbanisation sur l'agriculture et les mesures

L'effet direct de l'urbanisation est une perte prévisible de quelques 260 ha de SAU. Parmi les exploitants les plus concernés, certains, sans repreneur, vont voir leur exploitation disparaître. Plusieurs exploitations vont, par contre, voir leur SAU amputée de quelques hectares. Afin de soutenir l'agriculture durant cette phase d'adaptation à ce futur environnement encore plus urbanisé qu'aujourd'hui, des mesures, dont la mise en œuvre est de la compétence communale, ont été proposées.

L'augmentation de la population va impliquer une forte croissance de la circulation sur les axes routiers ainsi qu'une fréquentation accrue des espaces agricoles pour les loisirs. La cohabitation entre agriculteurs et non-agriculteurs représentera un défi important! Le potentiel de vente que représentent les nouveaux habitants sera difficile à capter, les maraîchers du périmètre pratiquant déjà la vente directe alors que la viande, les céréales et le lait d'industrie sont destinés à des circuits de commercialisation longs. Cependant, les communes peuvent jouer un rôle actif pour satisfaire la demande en produits locaux de leur population sans se limiter aux producteurs du périmètre en soutenant, notamment, l'approvisionnement local pour la restauration collective. Les prestations, en termes de paysage, de biodiversité et d'énergie, fournies par les agriculteurs peuvent contribuer à créer une image différente et dynamique du monde agricole. De manière générale, sensibiliser et informer les communes et les habitants sur l'agriculture sont des enjeux majeurs.

Et la suite?

La démarche a montré l'intérêt des communes vis-à-vis de l'agriculture, ainsi que leur volonté de soutenir une agriculture reconnue pour sa contribution envers l'attractivité de la région. Par contre, comment agir concrètement? Comment faire pour que ces intentions ne restent pas lettre morte? Des mesures ont été définies, mais elles restent conditionnées à la volonté politique de les mettre en œuvre, à la capacité des acteurs à trouver les financements nécessaires et à la motivation des agriculteurs à s'impliquer pour l'agriculture du périmètre. Une des mesures définies consiste en l'élaboration d'un guide destiné aux communes afin de présenter les situations et les outils concrets pour tenir compte de l'agriculture lors de démarches d'urbanisation. Ce guide est en cours d'élaboration dans le cadre d'un projet modèle de la Confédération.

David Bourdin, Développement rural





Développement régional au Gothard

Sur mandat du programme NPR « San Gottardo 2020 » (NPR pour nouvelle politique régionale) et suite à une analyse du potentiel agricole de cette région menée par la HAFL, AGRIDEA et alpinavera ont conduit une phase de réflexions sur la mise en œuvre des idées de projets.

Afin de faire le point, deux workshops réunissant des experts issus de la branche fromagère et laitière, du tourisme, du développement régional et de la vulgarisation agricole des quatre cantons de la région du Gothard (Grisons, Tessin, Valais, Uri), ont été organisés. Les résultats ont été résumés et analysés par AGRIDEA. Ce travail servira de base aux responsables des cantons et du programme « San Gottardo » pour optimiser le réseau agricole et créer de la valeur ajoutée.

Les résultats du workshop ont montré que, dans le domaine de la commercialisation et de la mise en réseau, un potentiel de développement considérable existe. Par contre, il est apparu, lors de l'évaluation de la production et de la transformation, que certaines initiatives locales et régionales fonctionnaient déjà bien et que, en particulier chez les producteurs, les ressources pour une coordination suprarégionale étaient limitées. Le développement de l'agrotourisme semble limité par la faible marge de manœuvre dont disposent les familles paysannes et les bergers. La réalisation d'un panier contenant des produits provenant de la région du Gothard constitue une prochaine étape. AGRIDEA continuera, selon les besoins, d'accompagner ce processus.

Daniel Mettler, Développement rural

Quels abattoirs pour quels besoins ?

Le projet « Les besoins régionaux du Grand-Genève en matière d'abattoirs » est une étude transfrontalière franco-suisse. En 2012, des deux côtés de la frontière genevoise, se posait la question du maintien d'abattoirs vieillissants. Fallait-il les rénover ou, au contraire, les fermer et construire un abattoir transfrontalier ?

AGRIDEA a coordonné un état des lieux approfondi des abattoirs en activité dans le périmètre de Grand-Genève en partenariat avec Agrigenève et Prométerre côté suisse et les chambres d'agriculture des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie côté français. Un atelier, conduit en juillet 2014, a permis aux professionnels suisses et français, industriels de la viande, bouchers, coopératives et producteurs en vente directe, de privilégier une solution basée sur la complémentarité de grands établissements et de petits abattoirs de proximité bien équipés, de chaque côté de la frontière.

Au-delà des aspects transfrontaliers, cette étude a mis en évidence la complémentarité de « grands établissements » et d'« établissements à faible capacité ». Les premiers, souvent dirigés par un grand distributeur ou un industriel de la viande, offrent une organisation performante et un prix d'abattage très bas. Les seconds, lorsqu'ils sont bien gérés par un groupe d'apporteurs engagés, répondent aux attentes des producteurs en vente directe et des bouchers locaux, en particulier pour les transports courts, la flexibilité des plannings, les relations humaines et les équipements (frigos de rassissage et salle de découpe).

*Sophie Réviron, Marchés, Filières
et Pascal Python, Productions animales*

AGRIDEA explore les nouvelles tendances de la gestion des connaissances

Depuis de nombreuses années, le groupe « Coopération internationale » d'AGRIDEA coopère avec la Division Savoir-Apprentissage-Culture (SAC) de la Direction du développement et de la coopération (DDC). En 2015, AGRIDEA a été mandatée pour réaliser une étude portant sur la question suivante : quelles stratégies les autres organisations de coopération internationale suivent-elles en matière de savoir et d'apprentissage et quelles tendances observent-elles ? Grâce à ce regard porté au-delà de sa propre organisation, la division SAC désirait bénéficier de suggestions pour son travail. A cet effet, les responsables du projet auprès d'AGRIDEA ont mené des entretiens avec des experts en matière de gestion des connaissances, tout comme avec des représentant-e-s du monde de la science et de l'économie. De plus, une discussion en ligne avec des personnes intéressées par la gestion des connaissances a été modérée. De cette manière, controverses et axes de développement ont été explorés et, finalement, mis à disposition de la cliente.

La gestion des connaissances doit permettre de concevoir des processus d'apprentissage et de rendre accessibles d'importantes expériences au-delà d'un projet limité. Selon l'étude, il s'agit moins de rendre disponibles des informations dans des banques de données ou sous forme de documents tels que des aide-mémoire ou des présentations de succès mais, bien plus, de mise en réseaux et d'échanges animés entre détenteur-trice-s et utilisateur-trice-s de savoir. La priorité est accordée à l'être humain. Ainsi, les organisations se trouvent au défi de développer une culture fructueuse de l'apprentissage et de créer plus d'espace pour l'expérimentation et l'innovation, sans pour autant négliger leur obligation de rendre des comptes.

*Corinne Sprecher et Angela Deppeler,
Coopération internationale*

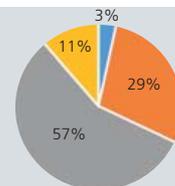
Collaboratrices et collaborateurs

AGRIDEA mène régulièrement – en général lors des années paires – une enquête de satisfaction auprès de ses collaborateur-trice-s.

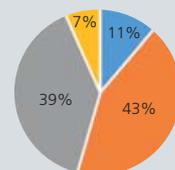
Les résultats de l'enquête 2014 ont été présentés au personnel en mai 2015. Au début du mois de juin, les collaborateur-trice-s ont bénéficié de la possibilité d'approfondir encore certains aspects lors d'un atelier interne. Des discussions et appréciations personnelles ont pu être échangées sur les sujets suivants : « Charge de travail / Temps pour l'innovation / Imprévus durant mon travail », « Communication entre le groupe de direction et les collaborateur-trice-s », « Confiance en mes supérieur-e-s / Désaccords avec mes supérieur-e-s » et « Feedbacks / Communication des supérieur-e-s ». Une évaluation quant à ce qui fonctionne bien, ce qui nécessite une quelconque action et quelles mesures ou souhaits peuvent encore être mis en œuvre a permis de relever les attentes de chacun.

Esther Weiss, Services internes

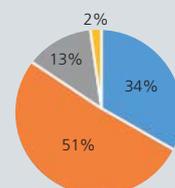
J'ai suffisamment de temps pour réfléchir aux évolutions futures et développer de nouvelles idées, de nouveaux projets.



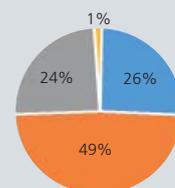
La communication entre le groupe de direction et les collaborateur-trice-s se déroule sans problème.



Je peux exprimer mes désaccords et en discuter de manière juste avec mes supérieur-e-s.



Je reçois des retours sur mon travail de la part de mes supérieur-e-s.



- Tout à fait d'accord
- D'accord
- Plutôt pas d'accord
- Pas du tout d'accord

Camille Kroug,
Développement rural



« Mon travail chez AGRIDEA me permet de développer mes connaissances tout en valorisant mes compétences professionnelles. La grande diversité des thématiques sur lesquelles je travaille au quotidien me donne l'occasion de collaborer avec des collègues de formations et d'expériences professionnelles très variées. Cette pluridisciplinarité est un enrichissement pour nos projets. »

Mareike Jäger,
Production végétale



« AGRIDEA m'offre, depuis de nombreuses années déjà, un environnement de travail mêlant créativité, mise en réseau et possibilité de développer mes idées sous forme de projets ou d'offres à la clientèle. Accordant une grande importance à mon travail, j'ai apprécié, lorsque mes enfants étaient petits, les conditions que propose AGRIDEA pour concilier vie privée et professionnelle. »

Sacha Pavlovic,
Personnel, Finances, Communication



« La qualification du personnel est une préoccupation centrale pour AGRIDEA. Dans cette optique, elle encourage ses collaborateur-trice-s à entreprendre des formations et offre des conditions cadres idéales aux personnes souhaitant poursuivre leurs études. Grâce à cela, j'ai pu réaliser une formation HES en emploi et termine actuellement un master MBA à la HES-SO. »

Comité

Le comité est responsable de l'orientation stratégique d'AGRIDEA. Il prend les décisions y relatives, élabore des directives et veille à leur mise en œuvre. Le comité, la présidence et les deux membres de la vice-présidence sont élus lors de l'assemblée des délégués.

Conformément au règlement d'organisation, au 31 décembre 2015, le comité était constitué des membres suivants:

Quatre représentant-e-s des organisations membres:

- Jeanette Zürcher-Egloff, vice-présidente d'AGRIDEA, comité de l'Union suisse des paysannes et femmes rurales
- Francis Egger, responsable du département « Economie et politique » de l'Union Suisse des Paysans
- Hanspeter Kern, président de la Fédération des Producteurs Suisses de Lait
- Stéphane Teuscher, directeur de ProConseil Prométerre

Un représentant du monde politique:

- Lorenz Koller, président d'AGRIDEA, ancien conseiller d'Etat du canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures

Trois représentants des cantons:

- Gérald Dayer, vice-président d'AGRIDEA, chef du Service de l'agriculture du canton du Valais
- Frédéric Brand, chef du Service de l'agriculture et de la viticulture du canton de Vaud
- Matthias Müller, chef du Service de l'agriculture du canton d'Argovie

Deux représentants des services de vulgarisation:

- Olivier Girardin, directeur de la Fondation Rurale Interjurassienne
- Markus Höltschi, prorecteur du Centre de Formation Professionnelle Nature et Alimentation Hohenrain

Un représentant de la recherche:

- Jean-Philippe Mayor, Dr ès sciences, chef suppléant Agroscope

Membre consultatif:

- Anton Stöckli, Office fédéral de l'agriculture

Organe de révision externe:

- Inspection des finances du canton du Valais

Jean-Philippe Mayor,
Chef suppléant Agroscope



« Recherche – transfert des connaissances – vulgarisation... Une trilogie qui n'a de sens que lorsque le praticien bénéficie d'innovation profitable à ses activités. C'est à ce titre qu'il me plaît d'œuvrer au sein du comité d'AGRIDEA. En effet, la mise en commun de nos travaux permet aux producteurs de produire bien et bon pour le plus grand profit de consommateurs exigeants. »

Gérald Dayer, Chef du service de l'agriculture du Valais



« L'agriculture doit relever en permanence de nouveaux défis. AGRIDEA constitue la seule plateforme rassemblant tous les acteurs concernés, soit la profession, la Confédération et les cantons. Elle est donc un pilier stratégique de coordination dans la mise en œuvre des politiques publiques permettant de créer des perspectives pour les agriculteurs suisses et leurs familles. »

Hanspeter Kern, président de la Fédération des Producteurs Suisses de Lait



« Pour les producteurs suisses de lait, formation et conseil de qualité constituent la base d'une production économique et écologique. Grâce à la bonne collaboration avec AGRIDEA, des formations communes ont vu le jour, tel par exemple le projet « Production laitière prospère ». Leur objectif est de soutenir les producteurs suisses de lait dans l'amélioration de la gestion des exploitations. »

Association AGRIDEA

Daniel Bärtschi, directeur de Bio Suisse



« Bio Suisse est l'organisation faitière des entreprises agricoles biologiques suisses arborant le label Bio Bourgeon, marque protégée dont elle est propriétaire. Quelque 6000 producteurs regroupés au sein des 32 organisations membres de Bio Suisse en sont titulaires. Le marché bio progresse chaque année d'environ 5 %. Dans de nombreux segments, l'offre indigène n'est, cependant, pas suffisante. C'est notamment le cas pour les grandes cultures et les cultures spéciales. Davantage d'entreprises bio étant recherchées, le besoin en conseil professionnel pour les exploitants désirant se convertir augmente. Par ces diverses offres et publications, AGRIDEA est très active dans ce domaine. La collaboration au projet d'AGRIDEA « Plan d'action Bio – Mesures pour le développement de l'agriculture biologique » s'est avérée très positive. Il présente divers instruments destinés à faciliter le travail des organismes politiques et des décideurs. En Suisse romande, la collaboration est encore renforcée par la présence de notre antenne romande dans les locaux d'AGRIDEA. Notre collaborateur peut ainsi bénéficier d'un large réseau. Cette solution nous satisfait pleinement. Nous pouvons ainsi, sans complication, renforcer notre travail de sensibilisation à la production bio et aider les exploitations à examiner les possibilités de reconversion. »

Jean-Paul Lachat,
Chef de Service du économie rurale, Jura



« Les cantons aussi recourent aux prestations d'AGRIDEA. Afin de gérer la mise en œuvre et le versement des paiements directs, les cantons de Vaud, Neuchâtel, Genève et Jura ont sollicité les compétences informatiques d'AGRIDEA pour le développement de la plateforme ACORDA. Réactifs et fiables, les informaticiens d'AGRIDEA ont su créer un véritable esprit d'équipe avec le personnel cantonal offrant ainsi aux agriculteurs un système convivial et performant pour saisir et traiter leurs données. »

Daniela Linder Basso,
responsable de «L'Ufficio della consulenza agricola», Tessin



« L'Ufficio della consulenza agricola, partie intégrante de la Sezione dell'agricoltura cantonale, offre un appui technique et économique aux exploitations tessinoises. L'activité d'AGRIDEA est essentielle pour nous : les cours de formation continue et les groupes intercantonaux nous offrent, par exemple, des occasions d'échange avec d'autres vulgarisatrices. L'antenne tessinoise d'AGRIDEA, dont nous saluons l'étroite collaboration, est active dans les PDR, les cultures fourragères et la protection des troupeaux. »

Membres

Membres	
43	Organisations et institutions agricoles ou actives dans l'espace rural
27	Cantons et Principauté du Liechtenstein
11	Autres membres collectifs

Les cantons et la Principauté du Liechtenstein, ainsi que	
AGORA, Association des groupements et organisations romands de l'agriculture	OGG, Oekonomische und gemeinnützige Gesellschaft des Kt. Bern
AgriGenève	OIC, Organisme intercantonal de certification
Agrofutura AG	Otto Hauenstein Semences SA
ALB-CH, Association suisse pour la construction agricole	Prolait, Fédération laitière
ALIS, Association des ingénieurs agronomes, forestiers et alimentaires suisses	Prométerre
Amrein Futtermühle AG	PSL, Fédération des Producteurs Suisses de Lait
ASEP, Association suisse des professionnels de l'environnement	SAB, Groupement suisse pour les régions de montagne
ASETA, Association suisse pour l'équipement technique de l'agriculture	SAV, Société suisse d'économie alpestre
ASIAT, Association suisse des ingénieurs agronomes et des ingénieurs en technologie alimentaire	Schaffhauser Bauernverband
ASJR, Association suisse des jeunesses rurales	SEMAG, Saat- und Pflanzgut AG
ASMA, Association suisse de la machine agricole	Solothurnischer Bauernverband
ASS, Association suisse des sélectionneurs	SPAA, Service de prévention des accidents dans l'agriculture
Association suisse pour les AOP-IGP	St. Galler Bauernverband
ASSR, Association Suisse pour la Santé des Ruminants	Suisag, AG für Dienstleistungen in der Schweineproduktion
Banque cantonale vaudoise	Suisseporcs
Bio Suisse	SVIL, Association suisse pour l'industrie et l'agriculture
Büchel Klaus	Swisssem, Association suisse des producteurs de semences
Bündner Bauernverband	SwissTabac
Chambre neuchâteloise d'agriculture et de viticulture	UMS, Union maraîchère suisse
Ecole d'ingénieurs de Changins	Unione Contadini Ticinesi
Energie-bois Suisse	USP, Union suisse des paysans
Fédération des viticulteurs de Suisse italienne	USPF, Union suisse des paysannes et des femmes rurales
Fédération suisse des vignerons	Vache mère Suisse
fidagri, Association fiduciaire agricole suisse	Verband Thurgauer Landwirtschaft
Forum la Vulg Suisse	Vitiswiss
FUS, Fruit-Union Suisse	Vitival
Luzerner Bäuerinnen- und Bauernverband	Zürcher Bauernverband

AGRIDEA en chiffres

Le contrat d'aide financière conclu entre AGRIDEA et l'OFAG pour la période 2014–2017 prévoit cinq objectifs de prestations. Ci-dessous se trouvent quelques indicateurs des prestations fournies dans le cadre du mandat de base (1 à 5) et des mandats externes ou mixtes (6).

1 Acquisition de connaissances de base et développement de méthodes

	2014	2015	Commentaire 2015
Nombre de méthodes et de données de base terminées en 2015	20	9	Par exemple : nouvelle version du controlling, monitoring PDR, création d'écosystèmes incubateurs d'innovations, actualisation des références sur l'amélioration de l'efficacité du séchage en grange, etc.
Nombre de méthodes et de données de base en cours de développement	14	14	Par exemple : vidéos participatives, dossier PER-Romandie 2016, Suisse-Bilanz et documents/modules complémentaires, amélioration des connaissances des prairies tessinoises, etc.
Nombre de jours investis pour le développement et l'actualisation de méthodes	2087	2153	Dans le cadre du mandat de base : 1423 jours. Dans le cadre de projets externes ou mixtes : 730 jours.
Nombre de projets et domaines thématiques impliquant un développement et/ou une actualisation de méthodes.	207	204	Dans le cadre du mandat de base : 133. Dans le cadre de projets externes et/ou mixtes : 71.

2 Initiation professionnelle, qualification et formation continue des vulgarisatrices et vulgarisateurs

	2014	2015	Commentaire 2015
Nombre de cours donnés	88	99	68 gérés à Lindau, 31 gérés à Lausanne.
Nombre de participant-e-s	2561	3048	Pour un total de 4480 jours/participants.
Satisfaction moyenne	92.9%	93.1%	Nombre de personnes satisfaites ou très satisfaites des cours suivis.

3 Information, documentation, moyens auxiliaires et informatique

	2014	2015	Commentaire 2015
Nombre de publications proposées à la vente	402	426	
Nombre de logiciels proposés à la vente	143	146	
Nombre d'abonnements disponibles	32	33	
Nombre de mises à jour réalisées	99	80	
Nombre de publications vendues	198 741	108'492	
Nombre de logiciels et licences vendues	31 090	30 278	
Nombre de visites sur les sites Internet	497 286	450 072	En cumulant : AGRIDEA (141 533), PAG (104 647), SOLINSA (5364), FOCUS AP-PA (66 595), Protection des troupeaux (19 973), OQE (111 488) et AGRI-ECODRIVE (472).

4 Soutien direct dans la vulgarisation, la formation professionnelle, le développement d'organisations et de groupes

	2014	2015	Commentaire 2015
Jours de travail investis pour le soutien à la vulgarisation et la formation professionnelle*	843	993	Dont 766 dans le cadre du mandat de base et 227 dans le cadre de projets mixtes ou externes.

*A raison de 8h24 par jour.

5 Plateformes et réseaux

	2014	2015	Commentaire 2015
Nombre de plateformes et réseaux dans lesquels AGRIDEA est impliquée (modère ou participe)	198*	188	Internationales: 20 Nationales: 123 Régionales: 45

* Chiffre corrigé (201 avant correction)

6 Mandats externes

	2014	2015	Commentaire 2015
Nombre de mandats externes	210	224	Augmentation du nombre de petits mandats.
Nombre de jours investis pour les mandats externes	5339	5150	Dont 183 jours pour des mandats supplémentaires du mandat de base.

Impressum

Editrice	AGRIDEA Jordils 1 CP 1080 1001 Lausanne T +41 (0)21 619 44 00 • F +41 (0)21 617 02 61 contact@agridea.ch • www.agridea.ch
Auteur-e-s	Collaboratrices et collaborateurs d'AGRIDEA
Rédaction	Franziska Schawalder, Monique Perrottet, AGRIDEA
Traduction	Collaboratrices et collaborateurs d'AGRIDEA et Trait d'Union
Photos	Markus Bühler-Rasom (pages 1, 2, 9, 10, 14, 18, 21), Johannes Hanhart (page 5), ©2009 GeoBasis-DE/BKG / ©2016 Google (page 6), Josy Taramarcas (page 13), Michel Amaudruz (page 17), Franziska Schawalder (page 20), MAD (page 22)
Mise en page	Michael Knipfer, AGRIDEA
Impression	AGRIDEA
Art. No	1039 © AGRIDEA, Juin 2016 ISO 9001 • ISO 29990 • IQNet

Organigramme AGRIDEA au 31.12.2015

Direction
Directeur: Ulrich Ryser Directrice suppléante: Sylvie Aubert Brühlmann
Groupe de direction
Sylvie Aubert Brühlmann, Philippe Droz, Hermine Hascher, Pierre Praz, Ulrich Ryser, Marc Vuilleumier

Services internes 1 CD: Sylvie Aubert Brühlmann CDs: Esther Weiss	Formation et Information 2 CD: Marc Vuilleumier CDs: vacant	Entreprise et Famille 3 CD: Hermine Hascher CDs: Jean-Luc Martrou	Production agricole et Environnement 4 CD: Philippe Droz CDs: Roland Künzler	Développement rural, Filières, International 5 CD: Pierre Praz CDs: vacant
Personnel, Finances, Communication 110 CG: Sylvie Aubert Brühlmann CGs: Esther Weiss Azra Abidovic Nadine Manser Sacha Pavlovic Bettina Perroud Franziska Schawalder Jocelyne Schneider	Formation, Vulgarisation 210 CG: Niels Rump CGs: Annette Schmidt Marie-Eve Cardinal Tamara Escher Olivia Hartmann Daniela Meyer Hans Schüpbach Edition 220 CG: Kurt Rahmen CGs: François Pilet Said Bergui Edy Bridy Michel Gavillet Kerstin Mager Patricia Perfetti Michelina Schenk Technologies de l'information 230 CG: Urs Jacober CGs: Jean Christoph Mezenen Raphaël Althaus Marc-André Bucher Dante Carint Thierry Cattel Jean-Christophe Chatelain Nicolas Destrez Dagmar Feierabend Sabrina Figueiras Ulrich Jenzer Damara Lenz Frédéric Monnier Pierre Moretti Raymond Mortagui Robert Stricker Lionel Théry	Exploitation, Famille, Diversification 310 CG: Hermine Hascher CGs: Jean-Luc Martrou Gregor Albisser Marlis Ammann Claire Asfeld Sylvain Boéchat Benoît-Denis Gascard Christian Guler Susanna Hauser Béatrice Manceau Jacques Pasquier Hansruedi Schoch Patrizia Schwegler Ueli Straub Esther Thalmann Michèle Zufferey Centre de services 240 CG: Silvia Labhart CGs: Petra Tamagni Heinrich Ariss Diego Bernard Pauline Blaser Lila Bonhomme Anna-Maria Borter Kim Brugger Marianne Brunner Nicole Champion Sanela Ilic Caroline Kälin Michael Knipfer Rita Konrad Eric Kuhnt Tim Kuhnt Monika Müller Marina Pilet Kim Jessica Stangl Vera Susic	Production végétale 410 CG: Irene Weyermann CGs: Josy Tamarcaz Michel Amaudruz Bruno Arnold Dominique Dietiker Jacques Dugon Johannes Hanhart Mareike Jäger Monique Perrottet Martina Röschi Mariem Rtimi Jean-François Vonnez Productions animales 420 CG: Roland Künzler CGs: Pascal Python Marc Boessinger Sabina Graf Fabienne Gresset Kathrin Guldimann Franz Sutter Environnement, Paysage 430 CG: Myriam Charollais CGs: Corinne Zurbrugg Regula Benz Michel Fischler Michel Jeanrenaud Philippe Jucker Pierre Julien Bettina Marbot Iris Motzke Johanna Schoop Barbara Weiss	Développement rural 510 CG: Daniel Mettler CGs: David Bourdin Vito Bortolotti Simon Degelo Félix Hahn Daniela Hilfiker Kim Anh Joly Camille Kroug Riccarda Lüthi François Meyer Valérie Miéville-Ott Ruth Moser Emiliano Nucera Andreas Schiess Sara Widmer Marchés, Filières 520 CG: Sophie Réviron CGs: Gaudenz Pfranger Alfred Bänninger Magali Estève Astrid Gerz Martina Siegenthaler Coopération internationale 530 CG: Daniel Roduner CGs: vacant Peter Bucher Alexandra Carter Angela Deppeler Natalie Ernst Lorenz Schwarz Corinne Sprecher

Abréviations
 CD = Chef-fe de département
 CDs = Chef-fe de département suppléant-e
 CG = Chef-fe de groupe
 CGs = Chef-fe de groupe suppléant-e

	2013	2014	2015
Nombre d'unités de travail	119,5	123,25	117,65
Nombre de collaborateur-trice-s	144	151	144
dont femmes (31.12)	67	72	71
Participation des femmes dans la direction	33%	33%	50%
Moyenne d'âge (ans)	41,97	42,92	42,83
Nombre d'apprenti-e-s	3	4	3
Nombre de stagiaires	15	12	10